



DISCUSSION DE L'APRÈS-MIDI ET CONCLUSION DE LA JOURNÉE

Michelle Zancarini-Fournel :

Je pense que cette après-midi, nous avons assisté à un triple décentrement :

- Un décentrement chronologique : on est revenu très largement, sauf peut-être dans la dernière intervention sur la période avant 1968, en montrant comment la crise est prégnante, visible et perceptible avant 1968, ce qui démolit encore un peu plus ce mythe des Trente Glorieuses, c'est un autre sujet.
- Deuxième décentrement : on a quitté les usines et la rue et on est rentré dans les Instituts de recherche, dans les organismes de formation, dans les partis politiques.
- Et aussi on s'est décentré vers une histoire politique, on a un peu quitté l'histoire sociale, pas trop quand même, on a bougé sur tout l'espace de cette crise, puisque c'était le sujet de la journée.

Questions.

Pierre Thiollière :

On a un petit peu parlé ce matin et cette après-midi, de la CFDT et du PSU, j'étais militant du PSU depuis 1969. À un moment donné, il y a eu un basculement à la fois du syndicat CFDT et du PSU. Depuis les premières positions qui étaient une volonté de dépassement du capitalisme, la CFDT d'Edmond Maire a basculé plutôt vers un accompagnement du capitalisme et un repli sur des positions purement syndicales et moins de volonté de transformation de la société dans son ensemble. Il s'est passé un peu la même chose au niveau politique, au moment où dans la Loire une majorité du PSU a pensé faire du PS un grand PSU. En fait, il s'est fait absorber par un PS qui s'est révélé très vite dans la continuité d'une orientation socio-démocrate, d'accompagnement du capitalisme, ceci mélangé avec une difficulté de percevoir la dimension révolutionnaire du PC, à cause de l'Europe de l'Est. Ces deux phénomènes combinés, a fait que globalement, le mouvement ouvrier, dans sa dimension syndicale et politique, s'est résigné à



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

abandonner l'idée de transformation radicale et de dépassement du capitalisme. On est encore un peu dans cette situation. Quelqu'un a dit ce matin qu'il y a eu, durant deux ans en 1980-1981, quelques tentatives d'avancer vite, et puis on est revenu à une dominante de résignation néolibérale. Je me demande s'il n'y a pas un parallélisme avec la situation présente, où les tentatives de dépassement du capitalisme de l'époque de 68 et des années 70, n'est pas en train de se reproduire devant la situation catastrophique actuelle, avec le Front de Gauche ? Est-ce qu'il n'y a pas un parallélisme avec cette période là, cet affrontement entre deux lignes, une ligne de résignation et une ligne d'essayer de renouveler l'espoir.

Michelle Zancarini-Fournel :

C'est moins une question qu'une démonstration. Merci pour ce témoignage.

Michel Bouteille ? :

Une question à Jean-Michel Steiner et deux à Jacques Ion.

Pour Jean-Michel : que font les municipalités successives ou qu'essaient-elles de faire face à cette dégradation de la situation économique ? Quelle conscience ont-elles ou n'ont-elles pas de tout cela ?

Pour Jacques : le CRESAL, si j'ai bien compris est créé en 1958, et rattaché au CNRS à partir de 1974, quel est son statut entre les deux ?

Deuxième question : dans cette mouvance que tu as évoquée, à la fois un ancrage local avec des contacts à Lyon et à Paris, tu n'as pas évoqué Chombart de Lauwe. Est-ce qu'il est là, quels liens a-t-il ?

Jean-Michel Steiner :

L'action des Municipalités est surtout une réponse technique. Cela prouve peut-être que les Municipalités n'ont pas de pouvoirs, surtout à cette époque là. La loi de décentralisation a un peu changé les choses. Georges Gay a un peu évoqué la question. Le grand problème qui est discuté, c'est le redéploiement des espaces industriels, tout cet héritage qui date du XIX^{ème} siècle fait que nous avons une imbrication inimaginable dans d'autres villes, entre lieux d'habitation et lieux de



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

production. Il y a le problème de salubrité. Le grand problème : il faut des zones industrielles et on profite de la disparition de l'emprise charbonnière pour développer les zones industrielles sur l'Ouest, la Chauvetière par exemple, ou la Chazotte, à l'Est. Ça, c'est la première idée. La deuxième idée, c'est changer l'image de la ville, finalement, on n'y est pas vraiment arrivé. La troisième qui est récurrente et qui vient de très loin – au lendemain de la Première Guerre mondiale, c'était pas une autoroute qu'on réclamait, c'était un canal de la Loire au Rhône – le problème de l'enclavement, c'est quand même une réalité. Quand on lit, dans certaines brochures, que Saint-Étienne est un grand carrefour, ça fait rigoler. Pour rebondir sur l'actualité, le débat sur l'A45, en 1935, c'est la première, peut-être la deuxième parce qu'il y a l'autoroute de l'ouest parisien, qui est projetée – il y a des brochures qui sont faites – pour le tracé actuel de l'A45. Si elle n'a pas été faite, c'est en partie à cause de Monsieur Pinay, qui voulait que l'autoroute passe dans sa ville. C'est une façon de voir comment les élites ont pu faire des erreurs qui se paient très cher actuellement.

Jacques Ion :

Le CRÉSAL fonctionne avant 1958 avec des gens qui sont salariés dans divers organismes, j'ai parlé de la SAGMA, j'aurais pu parler de l'IMSAC, entreprise mécano-graphique implantée à Marseille. Il y a association à partir de 1958, et il disparaît dans les années 80, comme association. En 1974, il est équipe de recherche associée au CNRS, à ce moment, il intègre l'université Jean Monnet, sous la responsabilité de Pierre Mifsud, qui est à ce moment là, professeur d'économie. Je suis allé très vite sur les différents courants à l'origine du CRÉSAL, je n'ai pas dit notamment les liens qui pouvaient exister entre le scoutisme et le premier courant dont j'ai parlé à savoir, les ingénieurs des grandes écoles préoccupés de transformer les rapports de travail, beaucoup sont passés par le scoutisme et c'est vrai pour les fondateurs du CRÉSAL à Saint-Étienne. C'est vrai qu'aussi bien Lebret que [...] sont passés par l'École des Cadres d'Uriage où ils ont rencontré Dumazedier et Chombart de Lauwe, je crois même que Dumazedier est allé dans une école régionale de Cadres autre que celle d'Uriage, à Saint-Étienne.

Quelqu'un dans la salle : non c'est à Terrenoire.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

Michelle Zancarini-Fournel :

On a démontré quand même cette après-midi, l'importance des milieux catholiques de tous ordres, dans la formation des militants et dans la vie politique et économique de la région, ce que Xavier Vigna avait déjà souligné ce matin.

Serge Proust :

Sur la question des mots que l'on emploie, c'est un terme que l'on emploie régulièrement depuis ce matin, et c'est une discussion que je viens d'avoir tout à l'heure avec Xavier Vigna, la question du mot « crise » qui revient de manière récurrente. Je pense que c'est à la fois un enjeu théorique et politique, je pense qu'il faut abandonner ce mot « crise ». Une crise qui dure depuis 40 ans, n'est plus une crise. Que les militants, que les organisations, des années 70, l'aient vécu comme une crise, voire comme une crise classique du capitalisme, voir comme une crise de surproduction, avec des réponses classiques qui avaient pu être apportées aux crises du capitalisme depuis 150 ans, ça c'est une chose. Mais, je ne crois pas qu'on puisse parler en 2013 de crise, je pense qu'il faut qu'on abandonne ce mot « crise », parce que il faut savoir : si ça dure depuis 40 ans ce n'est plus une crise. Alors, on l'appelle autrement, une restructuration, un nouveau capitalisme, une troisième révolution industrielle. Bref, il y a beaucoup de réponses, mais on n'est plus dans ça, on est dans tout autre chose. Et ce n'est pas anodin, à mon avis, qu'on continue à employer ce mot là. En continuant à employer ce mot là, il y a quelque chose que l'on rate.

Michelle Zacarini-Fournel :

On a fait pendant plusieurs années, un séminaire sur cette notion de crise et sur la notion de conscience de crise, il faut quand même distinguer quand le mot « crise » est employé par les acteurs et actrices au moment précis des catégories autochtones et puis après les catégories d'analyse. Vous avez parlé des catégories d'analyse de militants, mais je pense aussi qu'il y a des catégories d'analyse de sociologues, d'historiens, par exemple, sur cette notion de crise. Je ne sais pas s'il faut parler de grande dépression, comme on en a parlé à la fin du XIX^{ème}. C'est une comparaison de longue durée, mais je pense qu'il faut distinguer : qui emploie quoi et à quel moment.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

Serge Proust :

Je suis d'accord, mais précisément, parce que je suis d'accord avec ce que vous venez de dire, en forçant le trait, à chaque fois qu'on utilise le terme il faudrait qu'on précise à chaque fois, de quoi on parle. Est-ce que ce sont des cadres de perception des acteurs sociaux, à ce moment là, dont on parle ? Ou est-ce que c'est nous quand nous parlons rétrospectivement de cette période qui parlons ? Quand nous jetons ce regard rétrospectif, c'est plus facile, je crois qu'il faut qu'on abandonne ce mot là.

Gilles Richard :

Pour poursuivre sur ce que dit Serge Proust sur la crise, je voudrais faire une remarque sur « les Trente Glorieuses ». Xavier en a déjà parlé hier dans sa conférence, c'est vraiment très habituel de parler aujourd'hui des « Trente Glorieuses », mais je vous rappelle que pendant les « Trente Glorieuses », on ne parlait jamais des « Trente Glorieuses », de même que pendant « la Belle époque » on ne parlait pas de « la Belle époque ». L'invention des « Trente Glorieuses », c'est une construction politique extrêmement savante, bien pensée par Jean Fourastié, quand il écrit son livre en 1979. Jean Fourastié est un des hommes les plus proches de Raymond Barre, la fin de son livre « Les Trente Glorieuses » se termine par un hymne à la politique de Raymond Barre. Il a été un des hommes clé du Commissariat au Plan, mais surtout il a un vrai talent d'écrivain, le plus grand vulgarisateur et communicant des théories, des conceptions qui s'élaboraient au Plan. On a parlé du V^{ème} Plan, je crois à un moment, cette après-midi, le V^{ème} Plan qui est le premier Plan quinquennal, qui couvre 1965-1970, ce Plan incarne le pompidolisme puisqu'il planifie la restructuration économique autour de très grands groupes que l'État encourage, et la disparition d'autres groupes et il intègre pour la première fois l'idée qu'il va y avoir un chômage structurel. En y mettant une limite tout de même, puisque c'est la théorie de Pompidou qui l'a dit plusieurs fois : au-delà de 500 000 chômeurs, je ne sais comment on pourra tenir. Et c'est dans ce contexte, je vous le rappelle, et c'est dans la lignée du V^{ème} Plan, qu'on crée, comme on sait que ces restructurations vont créer du chômage important, en 1967, un nouveau ministère, un secrétariat d'État aux problèmes de l'emploi, c'est comme cela qu'il s'appelle, confié au jeune Jacques Chirac en mars 1967, qui met en place l'automne 1967 l'ANPE. Il y a bien un problème de hausse brutale du chômage en une année, en 1974-1975, le chômage double. Mais le problème est bien plus ancien et il n'est pas le résultat d'une fatalité puisque, et je vous rappelle aussi que c'est sous le gouvernement Pompidou, à partir de 1962,



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

qu'on met en place une politique systématique d'immigration, au moment où on sait très bien à partir de 1962, que les gens sortent de l'école à 16 ans et qu'il y a des tranches d'âge considérables qui arrivent sur le marché du travail. Donc, il y a bien une organisation d'un volant de chômage. 1962, c'est aussi l'année de l'arrivée d'un million de Pieds noirs, à qui il faut donner de l'emploi. 1962, c'est le moment où le nombre de chômeurs a été le plus bas de toute la période de 1945 à nos jours : moins de 50 000 chômeurs restent au chômage, en moyenne moins d'un mois. Vous imaginez un peu. Or, c'est précisément à ce moment là qu'on organise le Bureau de l'Immigration des DOM-TOM, c'est pendant le gouvernement Pompidou, c'est une des premières mesures qu'il prend, au moment où il y a les Pieds noirs. Pour la mise en place de la CAFL, Pinay est très directement impliqué, il est à la manœuvre. Il la favorise. Les rapports des Préfets le montrent et en même temps, n'en disent pas grand' chose, c'est la limite des rapports des Préfets quand les Préfets font des rapports au Ministère de l'Intérieur sur un homme qui vient d'être Président du Conseil, ils n'en disent pas grand' chose. C'est un peu compliqué, le Préfet face à Pinay en 1953, il ne pèse pas lourd. Pinay n'est pas un homme très agréable toujours et il est plutôt autocrate. Il a joué un très grand rôle dès 1951. Sur de Fraissinette, c'est un des grands échecs du CNP, de Pinay de ne pas avoir intégré de Fraissinette, puisqu'il est gaulliste et à un moment, il est dans ceux qui soutiennent Pinay. Il est mis sur la liste des sénatoriales en 1955, mais fausse manip' dans leurs calculs... il n'est pas élu. À partir de là, Fraissinette n'est plus content, et donc, il ne va plus jamais aller au CNP et il va être dans des petits partis qui lui permettent de maintenir son rôle d'arbitre, Centre républicain etc.

Antoine Vernet

Pour rebondir sur Pinay, la lecture de tous les rapports autour de l'expansion économique en 1954-1955, il faut être honnête, Pinay sur la question de la relance de la région stéphanoise, il n'est absolument pas impliqué, c'est quelque chose qui lui passe complètement au-dessus, et quand de Fraissinette s'implique, c'est empêcher la fuite des usines vers Andrézieux. Le jeu des politiques locaux : Bidault est associé, mais Bidault n'est jamais présent localement et même Claudius-Petit qui vient d'arriver à Firminy, finalement est tellement occupé avec les questions de l'habitat à Firminy, qu'il ne s'implique pas avant 1961 dans les questions de l'expansion économique.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

Jean Guinand

Concernant Pinay, puisque je suis un cheminot retraité, l'avantage qu'avaient tous les Saint-Chamonnais, est que tous les trains s'arrêtaient à Saint-Chamond, de la ligne Saint-Étienne-Saint-Chamond. Ça c'est une anecdote. Je voudrais poser une question à Monsieur Vernet concernant l'enseignement professionnel, qui concerne plus spécialement la taxe d'apprentissage. Est-ce qu'il y a des études qui ont été faites concernant la répartition de la taxe d'apprentissage, sa répartition, sa distribution et son utilisation ? Moi, ayant « dirigé » ce dossier au niveau de la SNCF, quand j'étais chargé de mission auprès de l'Éducation nationale à Lyon, je sais les sommes importantes que ça représente.

Antoine Vernet :

Effectivement, vaste enjeu que la taxe d'apprentissage. C'est un des objectifs pour ma thèse de faire un tableau complet sur une cinquantaine d'année de l'évolution de la taxe. Sur la période considérée, les dossiers annuels par entreprise, ça fait partie des choses que les Archives pilonnent le plus facilement, parmi tous les dossiers. Malheureusement, ça risque d'être un échantillon assez bref des choix de versement par école de chaque entreprise. Par contre, il sera possible de trouver, pas forcément de manière continue, les volumes comparés par année, enseignement public, enseignement privé. Très longtemps, le volume de versement à l'enseignement privé dépasse l'enseignement public. Fin des années 60, début 70, enfin l'enseignement public touche plus d'argent que l'enseignement privé, c'est assez tardif. Après la répartition des sommes par école, là aussi, j'espère pouvoir le trouver. On aura toujours plus d'argent pour les écoles de garçons, type Mimard, Sainte-Barbe, Sainte-Thérèse à Saint-Étienne. Le CIPL et l'École des Mines touchent énormément d'argent aussi. Il faut noter qu'à partir de 1971, quand on va séparer la taxe d'apprentissage, on va faire une taxe de formation continue à part, ça change beaucoup les répartitions et la taxe de formation continue est créée parce qu'elle parasitait complètement la taxe d'apprentissage. Je ne peux pas avoir une vision globale parce que je n'ai encore pas pu faire le traitement de toutes les données, qui sont parcellaires, mais c'est très intéressant de voir par exemple Rive-de-Gier avoir tendance à verser beaucoup plus sur Lyon que sur Saint-Étienne.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

Michelle Zancarini-Fournel :

J'ai fait cette étude pour l'entre-deux guerres, la taxe d'apprentissage allait essentiellement à l'enseignement privé, ce n'est pas un scoop, en revanche ça a permis que se développent un certain nombre de formations techniques pour les garçons, mais aussi pour les filles, du fait que les patrons donnaient à l'enseignement privé, et éventuellement créaient des structures techniques.

Xavier Vigna :

Les organisateurs du GREMMOS dont je salue vraiment l'initiative, m'ont confié le soin de conclure. C'est un exercice déjà compliqué et il l'est encore davantage, puisque comme le disait Michelle tout à l'heure, la journée a montré une espèce de discordance des chronologies, chronologies économiques, chronologies politiques, sociales en termes de formation. La tâche est un peu difficile. Je vais quand même essayer de pointer trois éléments, sans prétendre résumer les débats, mais en même temps pour lancer quelques pistes.

- Premier point sur la question de l'insubordination : il me semble que les communications surtout, celles qu'on a entendues ce matin, montrent que ce territoire, a connu comme d'autres territoires en France, une insubordination marquée par des phénomènes de radicalité. J'ai été très sensible à ce qui a été dit sur le mai-juin 68 stéphanois, à cet égard, il ne me semble pas très différent de ce qu'on pouvait voir dans le Nord ou le Pas-de-Calais, avec une ampleur des grèves, une radicalité, une difficulté de reprise du travail au mois de juin, etc. Et puis, un sursaut au mois de juin 1973, une multiplication des grèves longues. On voit de plus en plus poindre ces conflits longs sur l'emploi, et donc une articulation compliquée entre l'insubordination et la manière dont les ouvriers vivent la « crise » économique. Par ailleurs, cette insubordination, dans la Loire comme ailleurs, s'articule avec d'autres mouvements de contestation, mouvement des femmes, mobilisation des immigrés, etc., avec l'essor d'autres organisations, et de point de vue là, une complexification du mouvement ouvrier. Si on raisonne sur le temps long, les années 68 ne peuvent pas de ce point de vue là, être comparées avec ce qui s'est passé dans le second après-guerre, ou le mouvement du Front Populaire. On a un paysage

organisationnel beaucoup plus complexe, plus bigarré et donc aussi des rapports de force passablement compliqués.

- Deuxième point : ces contestations cheminent avec des transformations amples, et des mutations du système productif qui sont très spectaculaires dans la Loire. Le déclin des Houillères est à la fois rapide et très brutal, mais il est visible, alors que le déclin du textile dont vous parliez, il est beaucoup plus spectaculaire, mais il est invisible. Et là, il y a des phénomènes sur lesquels il faudrait réfléchir. Ce qui me frappe en même temps, c'est d'avoir affaire à une région délaissée, alors même qu'elle pourrait disposer de relais politiques aux niveaux centraux, qui ne sont pas minces. J'en veux juste pour preuve, le fait qu'en 1967, il y a des commissaires à la reconversion qui sont nommés dans le Nord et en Lorraine, face à ce qu'on appelle la crise de la sidérurgie, et que dans la Loire, il n'y a rien¹. Rien n'a été évoqué de ce point de vue là. Ce qui pose la question de la responsabilité des élites dirigeantes, chères à Gilles Richard, soit que ces élites soient défailtantes, soit qu'elles soient impuissantes. Impuissantes parce qu'elles ne comprennent pas, défailtantes parce qu'elles ne veulent pas voir. Ça, c'est du côté du politique, mais aussi du côté du patronat. J'ai en tête un article que j'aime beaucoup de Jean-Claude Daumas, sur le patronat elbeuvien où il montre que face à l'implantation de Renault à Cléon, le patronat elbeuvien est très hostile à cette implantation, parce qu'évidemment, ça va tout modifier². Ce que disait Jean-Michel sur le refus de l'implantation de l'usine d'aviation en 1929, il faudrait regarder sur le temps long, en quoi le patronat stéphanois n'a pas voulu de ces transformations ou de ces reconversions industrielles, parce que ça allait bouleverser un équilibre qui était en train de vaciller.
- Dernière réflexion : Michelle y a fait allusion tout à l'heure, il y a eu un dossier de la revue *Vingtième siècle* en 2004, sur « Crise et conscience de crise », ce qui est très frappant, en écoutant les diverses communications, c'est la précocité de cette conscience. Il y a deux colloques qui ont été signalés, un en 1964 sur la CFTC-CFDT autour du redressement de l'économie stéphanoise, celui de 1966 du parti communiste. C'est assez tôt dans les années 60, et cette conscience de crise va aller *crescendo*, jusqu'à cette

¹ Note du GREMMOS : un bureau d'industrialisation – la future ADIRS – est mis en place en place sur le modèle lorrain par les principaux décideurs économiques du bassin, et concerne surtout la liquidation des houillères (cf. André Vant, *Imagerie et urbanisation, recherches sur l'exemple stéphanois*, Saint-Étienne, Centre d'études foréziennes, 1981, p. 228).

² Jean-Claude Daumas, « La décentralisation industrielle entre créations d'emplois et effets destructurants. Le cas de Renault à Cléon (1951-1975) », in Patrice Caro, Olivier Dard et Jean-Claude Daumas (dir.), *La politique d'aménagement du territoire en France*, Rennes, PUR, 2002.



PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

mobilisation dont vous parliez au printemps 1979, autour de « La Loire veut vivre ». Ça m'a fait penser à une journée d'action, le 8 mai 1968 sur « l'Ouest veut vivre ». Au printemps 68, avant mai, on a toute une série de manifestations sur la question du chômage, dans l'Ouest, dans le bassin stéphanois sur « telle » région veut vivre. Tout le monde veut vivre. Ça pose la question de ce qu'un historien, René Leboutte appelle le « campanilisme », parce qu'on a une espèce de focalisation sur son territoire dans lequel on vit, sans forcément penser que ces problèmes qu'affronte ici la Loire sont des problèmes qu'on va retrouver ailleurs. Il n'y a pas conscience que ces questions ne sont pas locales mais beaucoup plus vastes et qui mériteraient peut-être des formes de liaisons nouvelles. Lip dont on parle souvent, la deuxième idée Lip a été une tentative de construire une coordination des entreprises en lutte, qui a été sabordée par les centrales syndicales CFDT et CGT qui ne voulaient pas que le personnel des entreprises en lutte se coordonne par delà les structures syndicales classiques. D'où cet espèce de transfert d'espérance à gauche. Gilles a rappelé avec cruauté que les néo-libéraux ont été au pouvoir de façon quasi-continue depuis 1974, et il a dit qu'il y avait une parenthèse de deux ans peut-être trois. Il me semble, après avoir lu le livre de Ludivine Bantigny sur « la France à l'heure du monde » que cette parenthèse n'a duré que quelques mois.